



## **Communiqué de presse de la FSU – Les Lilas le 5 décembre 2018**

### **Crise : le gouvernement doit apporter des réponses sociales**

La crise sociale qui gagne le pays trouve son origine dans les politiques libérales aujourd'hui à l'œuvre et dans la volonté de remettre en cause notre modèle social. Contraint par l'ampleur de la contestation, le gouvernement a décidé de reporter un certain nombre de mesures et d'ouvrir des discussions sur tout le territoire. Ces annonces arrivent très tardivement dans une situation extrêmement tendue. En voulant maintenir son cap, le gouvernement ne semble pas prendre la mesure de la colère qui s'exprime face aux injustices sociales. Il ne répond ni aux inquiétudes ni aux revendications particulièrement en ce qui concerne le pouvoir d'achat.

Pour la FSU, face aux inégalités grandissantes et au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, le gouvernement doit apporter immédiatement des réponses qui améliorent les conditions de vie de toutes et tous : augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites, accès à des services publics de qualité sur tout le territoire, création d'emplois, réforme à venir du système de retraites ... mais l'urgence de réponses sociales ne doit pas faire oublier la nécessité de traiter également de l'urgence écologique. La fiscalité écologique ne pourra trouver d'acceptation et de soutien qu'accompagnée de mesures synonymes de justice sociale et de progrès social.

Aucune promesse de plus d'égalité ne pourra se faire sans une réforme de la fiscalité juste et redistributive, sans revenir sur la suppression de l'ISF et sans une répartition plus juste des richesses produites pour une société plus solidaire. Ces débats doivent maintenant s'ouvrir et déboucher sur des mesures concrètes et pérennes.

La FSU s'inquiète du silence du gouvernement concernant le rôle que devraient jouer les services publics tant dans la transition écologique que pour une meilleure cohésion sociale.

Les services publics participent des valeurs et principes qui fondent notre société, contribuent à davantage d'égalité et de solidarité. La FSU demande au gouvernement de revenir sur le projet de réforme de la Fonction publique tel qu'il est prévu à ce stade. Ce projet, dans le cadre de la baisse de la dépense publique, que le gouvernement entend maintenir, est incompatible avec un projet de société solidaire et égalitaire. Il vise à réduire l'accès à des services publics de qualité et de proximité pour tous-tes et tous, à dégrader les conditions d'emploi et de travail des agent-es.

A l'inverse de l'opération CAP22 et des décisions prises à sa suite, la FSU réitère sa demande d'un "Grenelle" de l'action publique qui permettrait tout à la fois de discuter et conforter les

missions de services publics sur l'ensemble du territoire mais aussi le rôle des agent-es publics. Par ailleurs, la FSU rappelle que les questions de pouvoir d'achat sont également présentes au sein de la Fonction publique qui compte de très nombreux précaires et d'agent-es payé-es au Smic. Elle rappelle encore que les salaires sont actuellement gelés. C'est pourquoi, elle demande à nouveau l'ouverture de nouvelles discussions, avec toutes les organisations syndicales dans la Fonction publique, afin d'améliorer le niveau des salaires et les conditions de travail de toutes et tous les agent-es. Car il n'y a pas de services publics de qualité sans l'engagement quotidien des agent-es.

Il est de la responsabilité du mouvement syndical de porter devant le gouvernement les revendications des salarié-es. La FSU poursuit son engagement en ce sens et portera cette nécessité auprès de l'ensemble des organisations syndicales.